

J'ai dû rapprocher le délai de la libération des prestataires, parce que l'expérience a appris qu'après le 1^{er} septembre peu de contribuables se libèrent de leurs cotes en nature ; c'est d'ailleurs ainsi que cela se pratique dans le plus grand nombre des communes, conséquemment il n'y aura rien de changé aux habitudes de vos administrés. Quoiqu'il en soit, ce délai de six mois est plus que suffisant pour qu'il soit possible aux prestataires de se libérer des journées qu'ils ont déclaré vouloir acquitter en nature ; aussi *ne sera-t-il plus accordé de sursis*, le retard apporté dans la convocation des contribuables ayant pour résultat forcé d'ajourner la rentrée des cotes exigibles en argent ; de là des plaintes de la part des entrepreneurs, de leurs ouvriers ou fournisseurs, qu'il importe de faire cesser.

Vous devrez donc, monsieur le maire, aussitôt la réception de ma lettre, faire publier, suivant le mode usité dans votre commune, que les prestataires seront admis à se libérer de leurs cotes en nature à partir du 1^{er} mars. L'Agent-voyer de la circonscription vous fera connaître, à l'avance, le jour de son arrivée à la mairie et le nombre de travailleurs que vous devrez requérir chaque jour. Il vous remettra en même temps le bulletin de convocation de chaque prestataire, vous n'aurez plus qu'à le faire parvenir à son adresse. Je vous recommande expressément cette dernière disposition, car, l'année dernière, des prestataires se sont plaints de n'avoir pas reçu leur bulletin de convocation.

Pour les communes dont les chemins sont aujourd'hui à l'état d'entretien, il est nécessaire d'apporter une restriction aux dispositions qui précèdent, par le motif que les matériaux doivent être rendus à pied-d'œuvre avant le 1^{er} septembre. Si votre commune se trouve dans ce cas, vous devrez prendre des mesures pour que la libération des prestations soit complète au 15 juin. Les Agents-voyers sont chargés de se concerter avec vous à ce sujet. Je vous recommande d'examiner d'ailleurs, si même pour les chemins qui ne sont pas à l'état d'entretien, il ne serait pas de l'intérêt de vos administrés que leurs cotes en nature fussent acquittées à cette date, puisque, ainsi que je viens de le dire, il est difficile aux prestataires, après cette époque, d'aller travailler aux chemins, ils sont occupés aux travaux agricoles.

Dans le cas où la prestation serait affectée à un chemin dont les travaux ne seraient pas adjugés, l'Agent-voyer est chargé de s'entendre avec vous sur le meilleur mode d'emploi. Dans cette hypothèse, des mesures seront prises pour que le travail des prestataires soit dirigé et surveillé d'une manière convenable.

Les travaux de la prestation devront, comme l'année dernière, être vérifiés et reçus en votre présence, par l'Agent-voyer, à la fin de chaque mois ; ce terme rapproché des travaux permettra de constater la libération des prestataires et évitera, je dois l'espérer, les réclamations qui se produisent. J'appelle votre attention sur cet disposition importante.